

Compte N° 27388T Réf. : 16/CH

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX

Le *sept-cinq septembre*

En l'Office Notarial,

Maître **Philippe GOGUÉ-MEUNIER** soussigné, Notaire Associé,

Membre de la Société Civile Professionnelle "Yves GAULTIER et Philippe GOGUÉ-MEUNIER, Notaires Associés", titulaire d'un Office Notarial à ARGENTEUIL (Val d'Oise) rue Ernest Bray,

A authentifié le présent acte de REGLEMENT DE COPROPRIETE à la requête des personnes ci-après identifiées.

- 1°/Monsieur LECOQ Jackie Jean-Pierre, né à ARGENTEUIL le 30 Juillet 1934, technicien, demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, Veuf en premières noces non remarié de Madame TARDIEUX Jacqueline Michelle,

- 2°/Monsieur LECOQ Marc Henri Marcel, né à ARGENTEUIL le 14 Mars 1955, Informaticien, demeurant à VERNEUIL-sur-SEINE (Yvelines) rue Claude Monet n°1, époux de Madame BALLART Catherine Jocelyne,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de VERNEUIL-sur-SEINE le 4 Juillet 1981; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

- 3°/Monsieur LECOQ Alain Claude Jean-Pierre, né à ARGENTEUIL le 2 Octobre 1957, Electronicien, demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, célibataire majeur,

- 4°/Monsieur LECOQ Luc Roger Pierre, né à ARGENTEUIL le 8 Janvier 1962, Informaticien, demeurant à CACHAN (Val d'Oise) rue Lavoisier n°21, époux de Madame REQUIER Agnès Germaine Louise,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de CACHAN le 19 Septembre 1987; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire,

- 5°/Mademoiselle LECOQ Laure Elisabeth Germaine, née à ARGENTEUIL le 27 Octobre 1965, employée, demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, célibataire majeure,

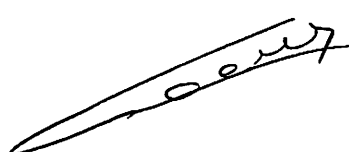
6°/Monsieur CHAUFFETEAU Roger Maurice, né à ARGENTEUIL le 21 Octobre 1921, chauffeur, demeurant à SAINT-FLORENTIN (Indre) "Les Souches" époux de Madame BAYONNAS Jeanne,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie D'ARGENTEUIL le 7 Décembre 1946; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

- 7°/Monsieur LECOQ Claude André Henri, né à ANTONY (Hauts-de-Seine) le 18 Octobre 1932, artisan-maçon et Madame BOUTHOLEAU Marcelle Jeannine Marie, née à BOURG-sous-la-ROCHE

002902

COPIE
délivrée pour information
sans caractère authentique





(Vendée) le 19 Mai 1927, son épouse, demeurant ensemble à LA ROCHE SUR YON (Vendée) "La Reveillère".

Mariés tous deux en premières nocces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie D'ARGENTEUIL le 9 Mars 1957; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire,

8°/Et Monsieur LECOQ Jean Pierre Roger, né à ARGENTEUIL le 13 Juin 1936, artisan-maçon et Madame BOURON Renée Marie Ernestine, née à BOURG-sous-la-ROCHE le 22 Février 1935, son épouse, demeurant ensemble à BOURG-sous-la-ROCHE (Vendée) rue du Général Guérin n°63,

Mariés tous deux en premières nocces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de BOURG-sous-la-ROCHE le 28 Juillet 1956; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Messieurs LECOQ Marc - Alain et Luc et Mademoiselle LECOQ Laure - Monsieur CHAUFFETEAU Roger et Messieurs et Mesdames LECOQ Claude et Jean-Pierre ABSENTS représentés par :

Monsieur LECOQ Jackie sus-nommé, VENDEUR aux présentes,

EN VERTU des pouvoirs qu'ils lui ont donnés suivants actes sous signatures privées savoir :

-Monsieur LECOQ Marc en date à VERNEUIL-sur-SEINE du 15 Septembre 1990,

-Monsieur LECOQ Alain en date à ARGENTEUIL du 14 Septembre 1990,

-Monsieur LECOQ Luc en date à ARGENTEUIL du 13 Septembre 1990,

-Mademoiselle LECOQ Laure en date à ARGENTEUIL du 14 Septembre 1990 dont la signature a été certifiée par la Mairie D'ARGENTEUIL le même jour.

-Monsieur CHAUFFETEAU en date à VATAN (Indre) du 6 Aout 1990 dont la signature a été certifiée par Me Jean CORNEC Notaire à VATAN le même jour,

-Monsieur et Madame LECOQ Claude en date à LA ROCHE SUR YON du 23 Juin 1990 dont les signatures ont été certifiées par Me Henri PELLETIER Notaire Associé à LA ROCHE SUR YON le même jour,

-Et Monsieur et Madame LECOQ Jean Pierre en date à LA ROCHE SUR YON du 23 Juin 1990 dont les signatures ont été certifiées par Me Henri PELLETIER Notaire Associé sus-nommé le même jour.

Ces pouvoirs sont demeurés ci-joints et annexés après mention d'usage.

LS D

LESQUELS noms et es-noms ont dit se présenter devant le Notaire Associé soussigné à l'effet d'établir la désignation, l'origine de propriété et l'état descriptif de division en VINGT LOTS d'une propriété sise à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 leur appartenant ainsi que le cahier des charges, clauses et conditions devant servir de règlement de copropriété entre les futurs copropriétaires desdits lots, ce qui a lieu de la manière suivante :

DESIGNATION

UNE PROPRIETE à usage d'habitation située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 élevée sur caves divisées neuf compartiments,
d'un rez-de-chaussée comprenant à droite du couloir un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à gauche du couloir un appartement divisé en cuisine, deux pièces, water-closets, salle d'eau,
d'un premier étage comprenant palier, à gauche un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à droite un appartement de même désignation,
d'un deuxième étage comprenant deux appartements de même distribution que le premier étage,
d'un troisième étage comprenant, à gauche du palier un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, en face du palier une pièce, à droite un appartement divisé en cuisine et trois pièces,
Grenier au-dessus,
Jardin derrière et au fond de la propriété une remise.
Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux arcs quarante cinq centiares.

SUR LES PLANS ET PROJETS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME

Le requérant a représenté à l'instant même :

1°/Une note émanant de la Mairie D'ARGENTEUIL en date à ARGENTEUIL du 10 Octobre 1989 sous le n°95 018 89 01008 et de laquelle il résulte que la propriété ci-dessus désignée est bâtie, est soumise au droit de préemption urbain renforcé (DPU) au profit de la Ville D'ARGENTEUIL, qu'elle est incluse dans le plan d'occupation des sols (P.O.S.) approuvé le 18 Décembre 1979 révisé partiellement (délibération C.M. du 24 Septembre 1987), qu'elle est située dans une ZONE UAB Zone de constructions en ordre continu - habitat, Services, Activités, qu'elle comprend des servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquifiés sous pression.

2°/Un certificat d'alignement délivré par la Mairie D'ARGENTEUIL le 16 Octobre 1989 duquel il résulte que ladite propriété est à l'alignement,

3°/Une attestation délivrée par la Même Mairie le 16 Octobre 1989 de laquelle il résulte que ladite propriété est bien située au 5, rue Joseph Bara,

Ces note, certificat et attestation sont demeurés ci-joints et annexés après mention d'usage.

LJ

D

11

SUR L'HABITABILITE

Il résulte :

-d'une attestation délivrée par la Mairie D'ARGENTEUIL le 4 Octobre 1989 que la propriété ci-dessus désignée n'est ni déclarée insalubre, ni interdite à l'habitation,

-d'une attestation délivrée par la même Mairie le 6 Octobre 1989 que la propriété n'a pas fait l'objet d'un arrêté de péril ni d'interdiction d'habiter à ce titre.

Ces attestations sont demeurées ci-jointes et annexées après mention d'usage.

ORIGINE DE PROPRIETE

Du chef du REQUERANT :

L'IMMEUBLE ci-dessus désigné et présentement vendu appartient aux Consorts LECOQ et à Monsieur CHAUFFETEAU REQUERANTS ainsi qu'on va l'expliquer :

I.-ORIGINAIREMENT, cet immeuble appartenait conjointement et indivisément à Madame LECOQ Henri née BLAISING Elisa ci-après dénommée et à Madame BLAISING Madeleine divorcée non remariée de Monsieur PAMARD Albert également ci-après dénommée TANT pour l'avoir recueilli dans les successions de Monsieur BLAISING André et Madame RELAROCHE Clémentine, son épouse, leur père et mère, en leur vivant, demeurant ensemble à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, tous deux décédés en leur domicile, savoir :

- Monsieur BLAISING, le dix mai mil neuf cent trente sept.

- Et Madame BLAISING née DELAROCHE, le dix huit janvier mil neuf cent cinquante six.

Et desquels elles étaient héritières, chacune pour un/ quart :

Ainsi qu'il est constaté par deux actes de notoriété dressés à défaut d'inventaire, le premier, après le décès de Monsieur BLAISING par Me Pierre GAULTIER, notaire à Argenteuil, mon prédécesseur immédiat, le *quatre* août mil neuf cent trente sept, et le second après le décès de Madame BLAISING née DELAROCHE, également par Me Pierre GAULTIER, notaire sus-nommé, le quatorze juin mil neuf cent cinquante sept.

L'attestation prescrite par l'article 29 du décret du quatre janvier mil neuf cent cinquante cinq, a été dressée après le décès de Madame Veuve BLAISING née DELAROCHE par Maître GAULTIER, notaire sus-nommé, le quatorze juin mil neuf cent cinquante sept, dont une expédition a été transcrite au troisième bureau des hypothèques de Versailles le huit juillet mil neuf cent cinquante sept volume 3939 n° 45.

QUE PLUS SPECIALEMENT Pour leur avoir été attribué conjointement et indivisément aux termes d'un acte reçu par Me Pierre GAULTIER, notaire sus-nommé, le quatorze juin mil neuf cent cinquante sept, contenant entre elles et :

LJ D

1ent - Madame BLAISING Andrée Madeleine, épouse de Monsieur BARBANTON René Albert, ingénieur, avec lequel elle demeure à Grenoble (Isère) rue Bizanet n° 43.

Née à Argenteuil le vingt huit novembre mil huit cent quatre vingt treize.

Mariée en premières nocces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie d'Argenteuil le vingt sept mai mil neuf cent dix neuf.

2ent - Et Monsieur BLAISING Albert André, ajusteur, demeurant à Argenteuil, Impasse Marceau n° 14, époux de Madame QUILLET Marie Juliette *Augustine*.

Né à Colombes le vingt cinq août mil neuf cent cinq

Le partage des immeubles leur provenant des successions de Monsieur et Madame BLAISING DELAROCHE, leur père et mère sus-nommés.

Ce partage a eu lieu sans soulte ni retour à la charge de Madame LECOQ et Madame BLAISING Madeleine, Albertine.

Une expédition de cet acte a été transcrite au troisième bureau des hypothèques de Versailles, le douze août mil neuf cent cinquante sept volume 3954 n° 20

~~Il ne semble qu'il ait été délivré d'état sur cette transcription, qui ait été délivré d'état sur cette transcription.~~

II.-Aux termes d'un acte reçu par Me Pierre GAULTIER Notaire à ARGENTEUIL le 19 Mars 1960, Messieurs et Mesdames LECOQ/BOUTHOLEAU - LECOQ/TARDIEUX et LECOQ/BOURON REQUERANTS aux présentes ont acquis chacun pour un/tiers indivis LA NUE PROPRIETE pour y réunir l'usufruit au jour du décès de la venderesse ci-après dénommée de la moitié appartenant à celle-ci indivisément avec Madame LECOQ née BLAISING également ci-après dénommée propriétaire de l'autre moitié de l'immeuble faisant l'objet des présentes, de

Madame BLAISING Madeleine Albertine, née à SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis) le 30 Janvier 1897, sans profession, demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, divorcée en premières nocces non remariée de Monsieur PAMARD Albert.

Cette acquisition avait eu lieu moyennant le service d'une rente mensuelle et viagère de 150F de l'époque et pendant la vie durant de la venderesse.

Laquelle rente payable d'avance pour le premier paiement effectué le 1er Avril 1960,

Ladite rente indexée sur les indices du coût de la construction publiés par L'INSEE.

Pour garantir le paiement de cette rente, inscription de privilège de vendeur avec réserve expresse de l'action résolutoire a été prise au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le 4 Avril 1960 vol.153 n°58.

Audit acte la venderesse avait fait les déclarations d'état-civil d'usages.

Une expédition dudit acte a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le 4 Avril 1960 vol.4409 n°3.

Un certificat délivré par Monsieur le Conservateur audit bureau des hypothèques s'est révélé négatif en tous points.

Observation étant ici faite que toutes ces charges et conditions sont éteintes par suite du décès de Madame BLAISING survenu à ARGENTEUIL en Avril 1985.

III.-Madame BLAISING Elisa Marguerite, née à SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis) le 24 Mars 1900, en son vivant sans profession, veuve en

45 4

premières nocces de Monsieur CHAUFFETEAU Alexandre Paul et épouse en deuxièmes nocces de Monsieur LECOQ Henri Etienne Eugène né à SAINT-OUEN le 15 Juin 1902, retraité avec lequel elle demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 est décédée en son domicile sus-indiqué le 3 Décembre 1975, laissant pour recueillir sa succession :

1ent-Monsieur LECOQ Henri Etienne Eugène son époux alors survivant,

Commun en biens légalement à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie D'ARGENTEUIL le 29 Mars 1943; aucune modification depuis,

Donataire en vertu d'un acte reçu par Me Yves GAULTIER Notaire à ARGENTEUIL le 15 Octobre 1975, enregistré, de l'usufruit de l'universalité des biens et droits mobiliers et immobiliers dépendant de ladite succession,

Et usufruitier légal du quart des biens composant ladite succession en vertu de l'article 767 du Code Civil lequel usufruit se confond avec le bénéfice plus étendu de la donation précitée.

Observation étant ici faite que Monsieur LECOQ Henri est depuis décédé à ARGENTEUIL en 1985 et qu'en conséquence l'usufruit lui profitant se trouve aujourd'hui éteint.

2ent-Et pour seuls héritiers conjointement pour le tout ou divisément chacun pour un quart :

1°/Monsieur CHAUFFETEAU Roger Maurice,

Son fils seul enfant survivant issu de sa première union avec Monsieur CHAUFFETEAU Alexandre Paul son premier mari prédécédé, REQUERANT aux présentes,

2°/Monsieur LECOQ Claude André Henri,

3°/Monsieur LECOQ Jackie Jean-Pierre,

4°/Et Monsieur LECOQ Jean Pierre Roger,

Ses trois enfants issus de sa seconde union avec Monsieur LECOQ Henri Etienne Eugène, REQUERANTS aux présentes,

Ainsi que ces qualités héréditaires sont constatées en un acte de notoriété dressé après ledit décès par Me Yves GAULTIER Notaire sus-nommé le 14 Janvier 1976,

Aux termes d'un acte reçu par le même Notaire le 15 Octobre 1976, Monsieur LECOQ Henri Etienne Eugène, Monsieur CHAUFFETEAU Roger Maurice et Messieurs LECOQ Claude - Jean-Pierre et Jackie ont constaté que la donation consentie par Madame LECOQ à son deuxième mari survivant aux termes de l'acte énoncé ci-dessus comprenant l'usufruit de la totalité des biens dépendant de la succession de sa défunte épouse.

Par ce même acte, les héritiers de Madame LECOQ née BLAISING ont déclaré dispenser expressément Monsieur LECOQ Henri de faire dresser inventaire, de fournir caution, de faire emploi et de faire dresser un état des immeubles.

En outre ils avaient déclaré renoncer en tant que de besoin à la faculté qui leur était accordée par l'article 1094 du

LJ D //

Code Civil d'exiger que l'usufruit appartenant à Monsieur LECOQ Henri soit converti en une rente viagère.

L'attestation de propriété dressée après ledit décès par le même Notaire le 15 Octobre 1976 a été publiée au quatrième bureau des hypothèques de PONTOISE le 3 Novembre 1976 vol.1545 n°22.

IV.-Madame TARDIEUX Jacqueline Michelle, née à GARAT (Charente) le 6 Septembre 1932, en son vivant sans profession, épouse de Monsieur LECOQ Jackie Jean Pierre, avec lequel elle demeurait à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 est décédée à ARGENTEUIL Bld Héloïse n°74 où elle se trouvait momentanément le 24 Février 1989, laissant pour recueillir sa succession :

Ient-Monsieur LECOQ Jackie Jean Pierre, son époux survivant REQUERANT aux présentes,

Commun en biens légalement à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie D'ARGENTEUIL le 4 Décembre 1954; aucune modification depuis,

Et usufruitier légal du quart des biens composant ladite succession en vertu de l'article 767 du Code Civil.

2ent-et pour seuls héritiers conjointement pour le tout ou divisément chacun pour 1/4 :

- Monsieur LECOQ Marc Henri Marcel,
- Monsieur LECOQ Alain Claude Jean-Pierre,
- Monsieur LECOQ Luc Roger Pierre,
- Et Mademoiselle LECOQ Laure Elisabeth Germaine,

Ses quatre enfants issus de son union avec son époux survivant, sus-nommés également REQUERANTS aux présentes.

Ainsi que ces qualités héréditaires sont constatées en un acte de notoriété dressé après ledit décès par l'un des Notaires Associés soussigné le 25 Avril 1989.

L'attestation de propriété après ledit décès a été dressée par Me Philippe GOGUÉ-MEUNIER l'un des Notaires Associés soussigné le 9 Octobre 1989 et une expédition a été publiée au quatrième bureau des hypothèques de CERGY-PONTOISE le

RAPPEL DE CONDITIONS PARTICULIERES

Dans l'acte de vente par Madame BLAIZING aux Consorts LECOQ reçu par Me Pierre GAULTIER Notaire à ARGENTEUIL le 19 Mars 1960 ci-dessus relaté en l'origine de propriété qui précède, il a été indiqué sous le titre "CONDITIONS PARTICULIERES" ce qui suit littéralement rapporté :

"CONDITIONS PARTICULIERES.

"Dans le partage du 14 Juin 1957 entre Madame BLAIZING "Madeleine et Madame LECOQ Henri il a été établi diverses conditions "particulières en ce qui concerne notamment l'immeuble ci-dessus désigné "et ci-après littéralement rapportées :

"Il devra être procédé sous cinq ans de ce jour et à frais communs "et égaux entre tous les coppartageants à l'installation d'une conduite "souterraine pour l'évacuation des eaux pluviales et résiduares qui desservira "les trois lots formés et sera raccordée à l'égout par une conduite commune "passant dans le sol du passage commun ci-dessus.

LJ

D

M

"Les frais d'entretien et de réparation de cette conduite en ce qui concerne la partie qui sera commune à tous les lots, ainsi que les frais de remise en état du sol du passage après ces réparations seront supportés à part égale par tous les copartageants.

"Il devra être édifié sous cinq ans de ce jour un muret surmonté d'un treillage qui séparera les terrains compris :

"-dans les lots n°s 1A et 2 (immeuble dont s'agit présentement) à frais commun entre les attributaires de ces lots,

"-dans les lots n°s 1B et 2 (immeuble dont il s'agit présentement) à frais communs entre les attributaires de ces lots."

Les parties feront leur affaire personnelle de ces conditions particulières dans l'exécution desquelles elles seront subrogées purement et simplement et elles les exécuteront sans aucun recours contre qui que ce soit.

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

La propriété ci-dessus désignée est divisée en NEUF LOTS déterminés ainsi qu'il suit :

LOT N°1 :

Dans le bâtiment "A" - Au rez-de-chaussée à gauche du couloir d'entrée, un appartement comprenant :

-cuisine, salle de séjour, une chambre, water-closets et douche,

Ce lot figure entouré d'un liseré ROSE et l'indication

"1" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les CENT SEPT/MILLIEMES des parties communes générales dudit immeuble, ci 107/1.000°

LOT N°2 :

Dans le même bâtiment - Au rez-de-chaussée à droite du couloir d'entrée,

un appartement comprenant :

-cuisine, salle de séjour, une chambre, boutique, water-closets,

Ce lot figure entouré d'un li-

seré BLEU et l'indication "2" au plan de

division ci-après annexé après mention d'

usage,

Et les CENT SEPT/MILLIEMES des parties communes générales dudit immeuble, ci

107/1.000°

LOT N°3 :

Dans le même bâtiment - Au premier étage à droite sur le palier, un appartement comprenant :

-cuisine, salle de séjour, deux chambres, water-closets, placard,

Ce lot figure entouré d'un li-

seré BLEU et l'indication "3" au plan de

division ci-après annexé après mention d'

usage,

Et les CENT DIX SEPT/MILLIEMES des parties communes générales dudit immeuble, ci

117/1.000°

A reporter

331/1.000°

Handwritten marks: "LJ" and a large "1" with a checkmark-like stroke.

Report

331/1.000°

LOT N°4 :

Dans le même bâtiment - Au 1er étage à droite sur le palier, un appartement comprenant :
-cuisine, salle de séjour, deux chambres, water-closets, placard,

Ce lot figure entouré d'un liseré ROSE et l'indication "4" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les CENT DIX SEPT/MILLIEMES des parties communes générales dudit immeuble, ci

117/1.000°

LOT N°5 :

Dans le même bâtiment - Au 2ème étage à droite sur le palier, un appartement comprenant :
-cuisine, salle de séjour, deux chambres, water-closets, placard.

Ce lot figure entouré d'un liseré ROSE et l'indication "5" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les CENT DIX SEPT/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

117/1.000°

LOT N°6 :

Dans le même bâtiment - Au 2ème étage à gauche, un appartement comprenant :
-cuisine, salle de séjour, deux chambres, water-closets, placard,

Ce lot figure entouré d'un liseré BLEU et l'indication "6" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les CENT DIX SEPT/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

117/1.000°

LOT N°7 :

Dans le même bâtiment - Au 3ème étage à droite, un appartement comprenant :
-cuisine, salle de séjour, deux chambres placard,

Ce lot figure entouré d'un liseré BLEU et l'indication "7" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.



Et les CENT QUATRE/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

104/1.000°

A reporter

786/1.000°

LS



- 10 -

report

786/1.000°

LOT N°8 :

Dans le même bâtiment - Au 3ème étage,
porte en face du palier :

-une chambre,

Ce lot figure entouré d'un
liseré VERT et l'indication "8" au plan
de division ci-après annexé après men-
tion d'usage.

Et les VINGT TROIS/MILLIEMES des par-
ties communes générales de l'immeuble, ci

23/1.000°

LOT N°9 :

Dans le même bâtiment - Au 3ème étage
à gauche, un appartement comprenant :

-cuisine, salle de séjour, deux chambres,
water-closets,

Ce lot figure entouré d'un
liseré ROSE et l'indication "9" au plan
de division ci-après annexé après men-
tion d'usage.

Et les CENT QUATRE/MILLIEMES des par-
ties communes générales de l'immeuble, ci

104/1.000°

LOT N°10 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, 1ère
porte à droite de l'escalier d'accès et du couloir des
caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un
liseré ROSE et l'indication "10" au
plan de division ci-après annexé après
mention d'usage.

Et les SEPT/MILLIEMES des parties com-
munes générales de l'immeuble, ci

7/1.000°

LOT N°11 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, 2ème
porte à droite de l'escalier d'accès et du couloir des
caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un
liseré BLEU et l'indication "11" au
plan de division ci-après annexé après
mention d'usage.

Et les QUATRE/MILLIEMES des parties
communes générales de l'immeuble, ci

4/1.000°

Report

924/1.000°

LJ
CD
17

report

924/1.000°

LOT N°12 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, à droite et au fond de l'escalier d'accès et du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré VERT et l'indication "12" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage,

Et les SIX/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

6/1.000°

LOT N°13 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, à droite et en face de l'escalier d'accès et du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré ROSE et l'indication "13" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les HUIT/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

8/1.000°

LOT N°14 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, 1ère porte à gauche et en face de l'escalier d'accès et du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré BLEU et l'indication "14" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage,

Et les HUIT/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

8/1.000°

LOT N°15 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, à gauche et au fond, à droite de l'escalier d'accès et du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré VERT et l'indication "15" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les SEPT/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

7/1.000°

A reporter

953/1.000°

LT

- 12 -

report

953/1.000°

LOT N°16 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, à gauche de l'escalier d'accès et au fond du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré ROSE et l'indication "16" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les SIX/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

6/1.000°

LOT N°17 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, 2ème porte à gauche de l'escalier d'accès et du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré VERT et l'indication "17" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les SIX/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

6/1.000°

LOT N°18 :

Dans le même bâtiment - Au sous-sol, immédiatement à gauche de l'escalier d'accès et du couloir des caves :

-un compartiment de cave,

Ce lot figure entouré d'un liseré BLEU et l'indication "18" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les TROIS/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

3/1.000°

LOT N°19 :

DANS LE BATIMENT "B"

Au fond de la propriété et au rez-de-chaussée :

-un bâtiment à usage de remise,

Ce lot figure entouré d'un liseré ROSE et l'indication "19" au plan de division ci-après annexé après mention d'usage.

Et les VINGT SEPT/MILLIEMES des parties communes générales de l'immeuble, ci

27/1.000°

A reporter

995/1.000°

LT

4

11

report

995/1.000°

LOT N°20 :

-Au fond et à gauche de la propriété :

-une portion de terrain à usage de
jardin d'une superficie de 20m2 environ,

Ce lot figure en touré d'
un liseré VERT et l'indication "20"
au plan de division ci-après annexé
après mention d'usage.

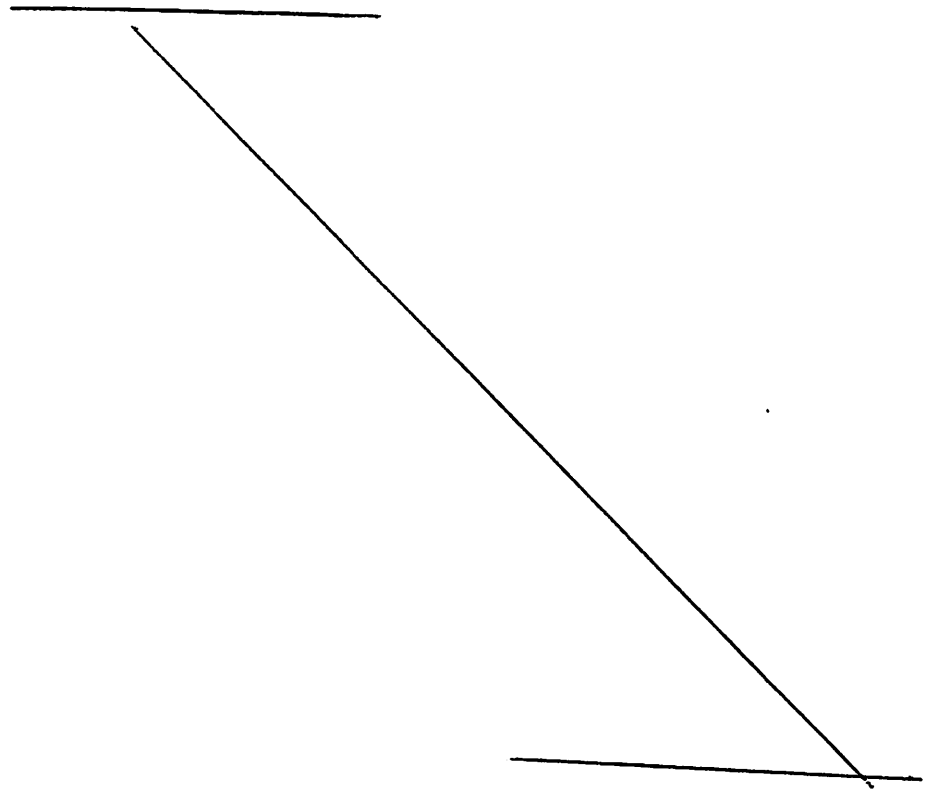
Et les CINQ/MILLIEMES des parties com-
munes générales de l'immeuble, ci

5/1.000°

TOTAL EGAL : MILLE/MILLIEMES, ci

1.000/1.000°
=====

Cette division est résumée dans le tableau récapitulatif des lots
dressé ci-après en exécution des dispositions de l'article 71 A 2 nouveau
décret du 14 Octobre 1955.



LT D

[Handwritten signature or mark]

TABLEAU RECAPITULATIF

N°du lot	bât.	Niveau	Nature du lot	quôte-part des par
(1)	(2)	(3)	(4)	ties communes en
				1.000èmes
				(5)
1	A	Rez-de-chaussée gauche	appartement de type F2+ cuisine WC et douche	107/1.000°
2	/	Rez-de-chaussée droite	appartement de type F2+ cuisine, bou-tique et WC,	107/1.000°
3	/	1er étage droite	appartement de type F3+ cuisine, WC et placard	117/1.000°
4	/	1er étage droite	appartement de type F3+ cuisine, WC et placard	117/1.000°
5	/	2ème étage droite	appartement de type F3+ cuisine, WC et placard	117/1.000°
6	/	2ème étage gauche	appartement de type F3+ cuisine, WC et placard	117/1.000°
7	/	3ème étage droite	appartement de type F3+ cuisine et placard	104/1.000°
8	/	3ème étage porte en face du pa-lier	une chambre	23/1.000°
9	/	3ème étage gauche	appartement de type F3+ WC	104/1.000°
			A reporter	----- 913/1.000°

LJ

Ⓞ

✓

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
10	A	Sous-sol 1° porte à droite	Report cave	913/1.000° 7/1.000°
11	/	Sous-sol 2° porte à droite	cave	4/1.000°
12	/	Sous-sol à droite et au fond	cave	6/1.000°
13	/	Sous-sol à droite et en face	cave	8/1.000°
14	/	Sous-sol 1° porte à gauche et en face	cave	8/1.000°
15	/	Sous-sol à gauche et au fond	cave	7/1.000°
16	/	Sous-sol à gauche et au fond	cave	6/1.000°
17	/	Sous-sol 2° porte à gauche	cave	6/1.000°
18	/	Sous-sol immédiate- ment à gau- che	cave	3/1.000°
19	B	au fond de la proprié- té et au rez-de- chaussée	bâtiment à usage de re- mise	27/1.000°
20		Au fond et à gauche de la proprié- té	portion à usage de ter- jardin de 20m2 environ	5/1.000°
		TOTAL : MILLE/MILLIEMES		----- 1.000/1.000° =====

LS D

-16-

REGLEMENT DE COPROPRIETE

Le présent règlement de copropriété est dressé conformément aux dispositions de la loi n°65-557 du 10 Juillet 1965, modifiée par la loi n°66-1066 du 28 Décembre 1966 et du décret n°67-223 du 17 Mars 1967 portant réglementation de ladite loi, dans le but :

1°/De définir les diverses catégories de charges conformément à l'article 10 de la loi n°65-557 du 10 Juillet 1965 et de l'article 1° du décret n°67-223 du 17 Mars 1967 précité, de déterminer les parties communes affectées à l'usage collectif des propriétaires et les parties privatives affectées à l'usage exclusif de chaque propriétaire.

2°/De fixer les droits et obligations des propriétaires des différents locaux composant l'immeuble, tant sur les choses qui seront leur propriété privative et exclusive que sur celles qui seront communes.

3°/D'organiser l'administration de l'immeuble en vue de sa bonne tenue, de son entretien, de la gestion des parties communes et de la participation de chaque copropriétaire au paiement des charges.

4°/Et d'indiquer les conditions dans lesquelles seront prises les décisions par le syndicat des copropriétaires.

DESTINATION DE L'IMMEUBLE

L'immeuble ci-dessus désigné est destiné à l'usage d'habitation.

CONDITIONS PARTICULIERES

I.-ELECTRICITE :

Chaque lot principal d'habitation est alimenté par un compteur particulier situé dans les appartements.

Il existe un compteur alimentant les parties communes situé dans l'entrée.

II.-EAU :

Le compteur général à eau se trouve situé dans le couloir commun du sous-sol en face de l'escalier.

Il n'existe pas de compteur individuel.

Jusqu'à la pose de compteurs individuels, la consommation d'eau et les réparations éventuelles seront réparties entre les occupants permanents de chaque local.

III.-TOUT A L'EGOUT :

La copropriété est reliée au tout à l'égout.

IV.-CHAUFFAGE :

Il n'existe pas de chauffage collectif.

Chaque propriétaire de lots d'habitation s'équipera d'un chauffage individuel.

LS
D
/

DEFINITION DES PARTIES COMMUNES

A.-PARTIES COMMUNES ENTRE TOUS LES LOTS :

Les parties communes entre tous les lots comprennent :

Le couloir d'entrée et la cour commune desservant les bâtiments.

-Les diverses canalisations desservant la propriété avant le départ des branchements particuliers à chaque lot,

-Tous les droits indivis à l'encontre des autres indivisaires dans la cour commune et le passage commun desservant tant la propriété ci-dessus désignée que celle appartenant aux autres indivisaires.

B.-PARTIES COMMUNES SEULEMENT A DIVERS LOTS :

Le partie commune "A" figurant sous teinte orange au plan est commune aux lots 1 à 9 inclus et la partie commune "B" est commune aux lots 10 à 18 inclus.

Les cloisons séparatives de deux fractions divisées appartiendront en mitoyenneté aux propriétaires desdites fractions à moins qu'il ne s'agisse de murs de refend.

D'une façon générale, les parties ou choses à l'usage de divers lots sont communes à ces lots dans la proportion des millièmes afférents à chacun d'eux tel que le tout a été déterminé dans la division de la propriété en lots.

PARTIES PRIVATIVES :

Outre la propriété des parties communes déterminées ci-dessus, chaque propriétaire de lot aura la propriété exclusive et particulière des locaux compris dans son acquisition, cette propriété privative comprendra notamment :

Les parquets et carrelages sur lesquels marche l'occupant, les plafonds attachés aux poutres du plancher, du logement supérieur, les cloisons intérieures autres que les murs désignés comme parties communes, avec leurs portes, les fenêtres avec leurs garde-corps, barre d'appui, volets et persiennes, les portes palières, toutes les canalisations intérieures, les installations sanitaires et de cuisine, les placards, armoires et penderies, les parties vitrées des portes et fenêtres, les compteurs de l'électricité, du gaz et d'eau du logement dans la mesure où lesdits compteurs ne sont pas en location ou propriété d'une compagnie d'électricité, de gaz ou d'eau, l'encadrement et le dessus des cheminées et en général tout ce qui est inclus à l'intérieur du logement ou local en dépendant et susceptible de propriété privative.

CONDITIONS DE JOUISSANCE DES PARTIES PRIVATIVES ET COMMUNES - HARMONIE DE L'IMMEUBLE :

Les portes d'entrée des appartements, les fenêtres, persiennes, les garde-corps, balustrades, rampes et barres d'appui des balcons et fenêtres, même la peinture et d'une façon générale tout ce qui contribue à l'harmonie de l'ensemble ne pourront être modifiés bien que constituant une partie privative.

La pose des stores est autorisée sous réserve que la teinte soit adoptée à la majorité par les copropriétaires.

LS D

UTILISATIONS DES FENETRES ET BALCONS :

Il ne pourra être étendu de linge aux fenêtres et balcons.

ENSEIGNES :

Il ne pourra être placé sur la façade de l'immeuble aucune enseigne, réclame, lanterne ou écriteau quelconque.

OCCUPATION :

Les appartements ne pourront être qu'occupés bourgeoisement et de façon honnête par des personnes de bonne vie et mœurs, il ne pourra y être exercé aucune activité commerciale ou industrielle, même artisanale, d'une nature quelconque non plus que l'exercice d'une profession libérale susceptible de changer la destination des locaux attribués. Il ne pourra y être installé aucun cours de musique, de chant ou de danse, aucune association; aucune salle de conférence, aucun siège de parti politique ne pourra y être admis.

BRUITS :

L'usage des appareils de radiophonie et des électrophones est autorisé sous réserve de l'observation des règlements de ville et de police et sous réserve également que le bruit en résultant ne soit pas perceptible par des voisins.

Tout bruit ou tapage de quelque nature que ce soit troublant la tranquillité des occupants est formellement interdit, alors même qu'il aurait lieu dans l'intérieur des appartements.

Aucun des copropriétaires ne pourra encombrer les entrées, vestibule, palier, passage, grenier et faux grenier, n'y laisser séjourner des objets quelconques, notamment vélos, cyclomoteurs, etc.....

SECTION I

REPARTITION DES CHARGES

Charges générales :

Les charges relatives à la conservation, à l'entretien, à l'administration des parties communes sont réparties entre les copropriétaires au prorata de leur quote-part de copropriété dans les parties communes.

Provision pour charges :

Les copropriétaires verseront au syndic dans le mois de leur entrée en jouissance une provision dont le montant sera proportionnel à la quote-part de chaque propriétaire dans les parties communes ou dans toutes les charges incombant à son lot, ainsi qu'elles sont ci-dessus réparties.

Le montant en sera fixé, puis s'il y a lieu modifié par décision de l'Assemblée Générale à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

A l'expiration de chaque trimestre, le syndic adressera à chaque propriétaire, le relevé des dépenses communes payées au cours du trimestre précédent, et chaque propriétaire devra dans la quinzaine qui suit la réception de ce relevé, rembourser au syndic la part proportionnelle à sa charge.

En cas d'indivision ou de démembrement de la propriété d'un lot, tous les propriétaires seront solidairement responsables entre eux vis à vis du syndicat, sans bénéfice de discussion, de toutes sommes dues, afférentes audit lot.

LJ D

Après une simple mise en demeure par lettre recommandée adressée par le syndic, les sommes impayées pour charges et provisions seront productives d'intérêts au taux fixé par l'Assemblée et jusqu'à décision contraire au taux de un pour cent par mois de retard, tout mois commencé étant compté entièrement et la pénalité ne pouvant excéder la moitié de la somme demandée.

L'Assemblée Générale peut en outre décider la création de fonds de réserve destinés à faire face à des réparations ou travaux importants. L'Assemblée détermine dans ce cas, le montant de la somme à mettre en réserve, les dates auxquelles les propriétaires devront acquitter leur part proportionnelle et l'emploi provisoire qui devra en être fait.

Toutes dispositions légales, tendant à faciliter ou garantir le recouvrement des créances du syndicat et des copropriétaires, s'appliqueront de plein droit.

SECTION II MUTATION

Chaque mutation entre vifs ou par décès, devra être portée à la connaissance du syndic de la copropriété par le nouveau propriétaire dans le mois d'une mutation entre vifs et dans les trois mois d'une mutation par décès.

SECTION III MODIFICATIONS A L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Dans l'intérêt commun des futurs copropriétaires et de leurs ayants cause, il est stipulé qu'au cas où l'état descriptif de division ou le règlement de copropriété viendrait à être modifié, une expédition de l'acte modificatif rapportant la mention de publicité foncière devra être remise :

1°/Au syndic de la copropriété alors en fonctions,

2°/Au Notaire détenteur de l'original des présentes ou de son successeur pour en être effectué le dépôt en suite de celles-ci au rang de ses minutes.

Le coût de ces expéditions et de l'acte de dépôt au rang des minutes dudit Notaire seront à la charge du ou des copropriétaires ayant opéré cette modification.

ADMINISTRATION DES PARTIES COMMUNES

CHAPITRE I

ADMINISTRATION DE L'IMMEUBLE

Les copropriétaires sont constitués en un syndicat dont le siège est dans l'immeuble et régi par la loi n°65-557 du 10 Juillet 1965 et le décret n°67-223 du 17 Mars 1967.

Les décisions du syndicat sont prises en Assemblées Générales des copropriétaires, leur exécution est confiée à un syndic placé éventuellement sous le contrôle d'un Conseil Syndical.

LJ

CD

11

ARTICLE UN

SYNDIC

Le syndic est nommé par l'Assemblée Générale des copropriétaires pour une durée de trois années maximum à la majorité des voix de tous les copropriétaires.

Il peut-être révoqué à tout moment dans les mêmes conditions.

Monsieur LECOQ Jackie, demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 est nommé syndic provisoire jusqu'à la première Assemblée Générale qui nommera le syndic définitif.

Les pouvoirs du syndic sont ceux qui lui sont confiés par la loi du 10 Juillet 1965, notamment dans ses articles 17 et 18 et le décret du 17 Mars 1967 dans ses articles trente et un à trente neuf.

ARTICLE DEUX

CONSEIL SYNDICAL

L'Assemblée des copropriétaires pourra à tout moment instituer un Conseil syndical en vue d'assister le syndic pour contrôler sa gestion, elle fixera les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de ce conseil. Ces décisions devront être prises à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois/quarts des voix.

ARTICLE TROIS

ASSEMBLEES GENERALES

La réunion de tous les copropriétaires formant le syndicat constitue l'Assemblée Générale; cette assemblée contrôle l'administration et la gestion de l'immeuble. Elle prend toutes décisions utiles; Ces décisions obligent l'universalité des copropriétaires.

Cette Assemblée se tient sur convocation du syndic chaque fois que les circonstances l'exigent et au moins une fois par an. En outre, le syndic doit convoquer l'Assemblée Générale chaque fois sur la demande qui lui en est faite par lettre recommandée, soit par le Conseil Syndical, soit par les copropriétaires représentant ensemble au moins le quart des tantièmes de copropriété faite par le syndic de le faire dans un délai de huit jours, les convocations seront valablement envoyées par le Président du Conseil Syndical.

Convocations :

Les convocations sont adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remises contre récépissé au moins quinze jours avant la date prévue. Elles devront comporter l'indication des lieu, date et heure de la réunion, laquelle pourra être tenue dans la commune soit de la situation de l'immeuble, soit du domicile du syndic ainsi que l'ordre du jour (qui précisera chacune des questions soumises à la délibération de l'Assemblée).

Représentation :

Chaque copropriétaire peut se faire représenter par un mandataire, celui-ci peut-être soit permanent, soit désigné spécialement pour une Assemblée, cette représentation sera régie par les articles vingt

LS 21

deux et vingt trois de la loi du 10 Juillet 1965 sus-visée.

Tenue des Assemblées :

Il sera dressé pour chaque Assemblée une feuille de présence signée par tous les copropriétaires ou leur mandataire et arrêtée par le Président de l'Assemblée, les pouvoirs y seront annexés.

L'Assemblée Générale élit son Président et le cas échéant son bureau.

Le syndic assure le secrétariat de la séance, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale.

Il est établi un procès-verbal des délibérations de chaque Assemblée qui est signé par le Président, par le Secrétaire et par les Membres du bureau, s'il en a été constitué un.

Le procès-verbal comporte le texte de chaque délibération. Il indique le résultat de chaque vote et précisé, les noms des copropriétaires ou Associés qui se sont opposés à la décision de l'Assemblée, de ceux qui n'ont pas pris part au Vote et de ceux qui se sont abstenus.

Sur la demande d'un ou plusieurs copropriétaires ou associés opposants, le procès-verbal mentionne les réserves éventuellement formulées par eux sur la régularité des délibérations. Les procès-verbaux des séances sont inscrits à la suite les uns des autres sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifiés conformes par le syndic.

Quorum-Majorité :

Chaque copropriétaire dispose d'autant de voix qu'il possède de tantièmes de copropriété.

Les Assemblées des copropriétaires ne peuvent valablement délibérer qu'aux conditions de quorum et majorité des articles vingt quatre et suivants de la loi du 10 Juillet 1965 sus-visée.

Votes particuliers :

Chaque fois que la question mise en discussion concernera les dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble à la charge de certains copropriétaires seulement ou les dépenses d'entretien et de fonctionnement d'un élément d'équipement, seuls les copropriétaires intéressés prendront part au vote sur les décisions qui concernent ces dépenses.

Chacun d'eux vote avec un nombre de voix proportionnel à sa participation auxdites dépenses.

CHAPITRE II

CHARGES

ARTICLE QUATRE

Les charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes sont réparties entre les copropriétaires au prorata de leurs tantièmes de copropriété.

Toutefois, lorsque les charges ne concerneront qu'un seul corps de bâtiment, elles seront réparties uniquement entre les copropriétaires de ce corps de bâtiment au prorata de leurs tantièmes de copropriété.

LS CD

ARTICLE CINQ

Par exception, les charges relatives au fonctionnement, à l'entretien ou au remplacement des services collectifs ou éléments d'équipements communs relatifs à l'eau, seront réparties dans les proportions figurant au tableau ci-dessus.

ARTICLE SIX

REGLEMENT DES CHARGES

I.-Un budget provisionnel est établi dans les six premiers mois de chaque année,

Pour permettre au syndic de faire face au paiement des charges communes, chaque copropriétaire devra verser au syndic une avance de Trésorerie permanente dont le montant sera fixé par l'Assemblée Générale.

Le syndic pourra en outre exiger le versement des provisions déterminées par l'article trente cinq du décret du 17 Mars 1967 sus-visé.

II.-Le compte des dépenses communes sera établi une fois par an, dans les six mois suivant l'année écoulée.

Leur règlement aura lieu au plus tard dans la quinzaine de l'envoi de compte.

Toutefois, le syndic pourra présenter des comptes trimestriels ou semestriels dont le règlement aura lieu dans la quinzaine de leur présentation. Dans ce cas également, dès son entrée en jouissance, chaque copropriétaire versera entre les mains du syndic la provision nécessaire.

Le règlement des charges communes, s'il est opéré semestriellement ou trimestriellement, ne pourra en aucun cas être imputé sur la provision versée, laquelle devra rester intacte.

Le paiement des charges n'emporte pas l'approbation des comptes qui reste du ressort de l'Assemblée Générale.

Sont notifiés au plus tard en même temps que l'ordre du jour de l'Assemblée :

A/le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé, un état des dettes et créances et la situation de la Trésorerie, lorsque l'Assemblée est appelée à approuver les comptes.

B/Le budget provisionnel accompagné des documents prévus au paragraphe A ci-dessus, lorsque l'Assemblée est appelée à voter les crédits du prochain exercice.

III.-Dans le cas où un lot viendrait à appartenir à plusieurs copropriétaires ou à des nupropriétaires et usufruitiers ou propriétaires et titulaires des droits d'usage et d'habitation, ceux-ci seront tenus solidairement des charges vis-à-vis du syndicat.

IV.-Toute somme due porte intérêt au profit du syndicat au taux légal en matière civile à compter de la mise en demeure adressée par le syndic au copropriétaire défaillant.

D'autre part, les autres propriétaires devront faire l'avance nécessaire pour parer aux conséquences de cette défaillance.

V.-Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice des sûretés légales et ne valent pas accord de délai de règlement.

VI.-Tous les frais et honoraires quelconques exposés pour le recouvrement des sommes dues par un copropriétaire resteront à la charge du débiteur.

LJ CD

MUTATIONS - DOMICILE

ARTICLE SEPT

MUTATIONS

En cas de mutation entre vifs à titre onéreux, les parties seront tenues de remplir les formalités prévues par l'article vingt de la loi du 10 Juillet 1965 sus-visée.

Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit, de nuepropriété, d'usage ou d'habitation, tout transfert de l'un de ces droits est notifié au syndic dans les conditions de l'article six du décret du 17 Mars 1967 sus-visé.

ARTICLE HUIT

DOMICILE

Pour permettre toutes notifications ou convocations, chaque copropriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nuepropriété sur un lot ou une fraction de lot, devra notifier au syndic son domicile réel ou élu en France Métropolitaine exclusivement, conformément à l'article quatre du décret du 17 Mars 1967 sus-visé.

ARTICLE NEUF

CONDITIONS DE VENTES

Chacun des acquéreurs des lots ci-dessus formés sera subrogé au vendeur purement et simplement dans tous les droits et obligations résultant à son profit ou à sa charge des stipulations du présent règlement de copropriété. Il devra en faire son affaire personnelle et les exécutera sans aucun recours contre le vendeur pour quelque cause que ce soit à ce sujet.

En outre, les ventes des lots ci-dessus formés auront lieu aux charges et conditions ordinaires et de droit que les parties seront tenues, chacune en ce qui la concerne d'exécuter et accomplir, savoir :

1/Chacun des acquéreurs prendra les biens vendus dans leur état lors de son entrée en jouissance sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition à raison :

Soit de fouilles, carrières ou remblais qui auraient pu être faits et de tous éboulements qui en résulteraient par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

Soit du bon ou mauvais état des bâtiments, vices de construction ou autres, apparents ou cachés.

Soit enfin d'erreur dans la désignation ou la contenance, toute différence en plus ou en moins, s'il en existe et excédât-elle même un vingtième devant faire le profit ou la perte des acquéreurs.

2/Il supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues sauf à profiter de celles actives, le tout s'il en existe à ses risques et périls, sans recours contre les vendeurs et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

A cet égard, les requérants déclarent que personnellement ils

D L J

n'ont conféré ni laissé acquérir aucune servitude et qu'à leur connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter des énonciations des présentes, de la situation naturelle des lieux, de leur alignement, des titres de propriété et s'il y a lieu des plans d'aménagement et d'urbanisme de la Région Parisienne et de la Commune.

3°/Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, contributions et autres charges de toute nature auxquels les biens vendus peuvent et pourront être assujettis.

4°/Il paiera en outre en sus et sans diminution de son prix d'acquisition, la part lui incombant dans les frais d'établissement du présent règlement de copropriété, de sa publicité foncière et de la copie à lui en remettre.

5°/Et il paiera également tous les frais, droits et honoraires de son acte d'acquisition et ceux qui en seront la conséquence.

ASSURANCES

ARTICLE DIX

Le syndicat sera assuré contre :

1/L'incendie, la foudre, les explosions, les dégâts causés par l'électricité et le gaz, les dégâts des eaux et les bris de glaces (avec renonciation au recours contre les copropriétaires de l'immeuble occupant un appartement ou local ou contre les locataires et occupants de ces locaux)

2/Le recours des voisins et le recours de locataires.

3/La responsabilité civile pour dommages causés aux tiers par l'immeuble (défaut de réparations, vices de constructions ou de réparations, etc....)

Les questions relatives aux assurances seront débattues et tranchées par les copropriétaires à qui incombera le paiement des primes. Ils décideront notamment du chiffre, des risques à assurer et du choix de la ou des compagnies.

Les polices seront signées par le syndic en exécution des résolutions de l'Assemblée Générale.

Les copropriétaires qui estimeraient insuffisantes les assurances ainsi décidées pourront toujours souscrire en leur nom personnel, une assurance complémentaire. Ils en paieront seuls les primes mais auront seuls droit à l'indemnité à laquelle elle pourrait donner lieu.

Chaque copropriétaire sera tenu d'assurer en ce qui concerne son propre lot, le mobilier y contenu et le recours des voisins contre l'incendie, l'explosion du gaz, les accidents causés par l'électricité et les dégâts des eaux.

Cette assurance devra être faite par une compagnie agréée par le CREDIT FONCIER ou à l'une des compagnies choisies par l'Assemblée des copropriétaires.

En cas de sinistre, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront encaissées par le syndic en présence d'un des copropriétaires désigné par l'Assemblée Générale à charge par le syndic d'en effectuer le dépôt en banque dans les conditions à déterminer par l'Assemblée.

Les indemnités de sinistre seront, sous réserve des droits des créanciers inscrits, affectées par privilège aux réparations ou à la

LD

reconstruction. Au cas où elles seraient supérieures aux dépenses résultant de la remise en état, telle qu'elle sera finalement décidée par l'Assemblée Générale, le syndic conserverait l'excédent à titre de réserve spéciale jusqu'à ce que l'Assemblée Générale statue sur son affectation.

PUBLICITE FONCIERE

Le présent règlement de copropriété ainsi que les modifications ou additions dont il pourra être l'objet seront publiés au bureau des hypothèques compétent. Il sera par suite opposable aux ayants cause à titre particulier, conformément à l'article huit de la loi du 28 Juin 1938.

PAIEMENT DES FRAIS

Chacun des acquéreurs des lots ci-dessus désignés, devra payer en sus et sans diminution de son prix d'acquisition, sa part dans les frais d'établissement du présent règlement de copropriété, de sa publicité foncière ainsi que la copie à lui en remettre, soit une somme forfaitaire de huit francs par millièmes.

ETAT-CIVIL

Le requérant déclare :

- Qu'il est né et marié ainsi qu'il est dit en tête des présentes,
 - Qu'il est de la nationalité également indiquée en tête des présentes,
 - Qu'il n'est pas et n'a jamais été en état d'interdiction, de faillite, de liquidation judiciaire, de règlement amiable homologué, de cessation de paiement ni pourvu d'un conseil judiciaire,
 - Susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation ou la mise sous séquestre de ses biens,
- Enfin, en exécution des dispositions de l'article 42 du décret du 4 Janvier 1955, le requérant déclare que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

MENTION

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera.

DONT ACTE

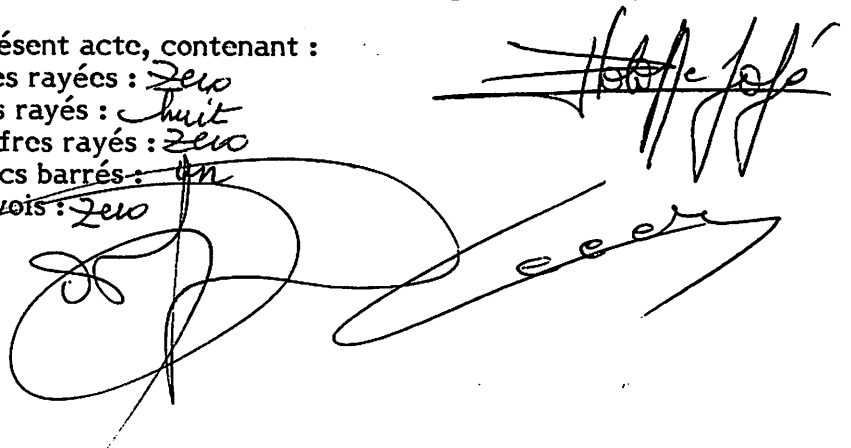
Etabli sur 25 pages (Vingt cinq)

La lecture du présent acte a été donnée aux parties par Monsieur DEFECQUES Pierre Clerc du Notaire soussigné, demeurant à argenteuil rue Ernest Bray n°7, habilité à cet effet et assermenté, et qui, après avoir recueilli leur signature, a également signé le présent acte.

Et le Notaire soussigné a lui-même signé le même jour.

Le présent acte, contenant :

- lignes rayées : *Zero*
- Mots rayés : *huit*
- Chiffres rayés : *Zero*
- Blancs barrés : *On*
- Renvois : *Zero*

The block contains two handwritten signatures. The one on the right is a signature in cursive, likely of the notary, with a horizontal line drawn through it. The one on the left is a large, stylized signature, possibly of one of the parties, written in a bold, sweeping cursive style.

-26 -

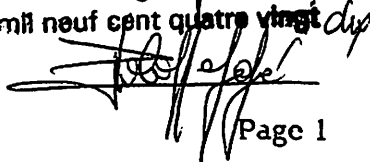
002904

Annexe à la Minute

d'un acte reçu par
le Notaire associé

soussigné

le 25 septembre .
mil neuf cent quatre vingt dix



Page 1

16.

LE SOUSSIGNE :

Monsieur LECOQ Marc Henri Marcel, né à ARGENTEUIL le 14 Mars 1955, Informaticien, demeurant à VERNEUIL-sur-SEINE (Yvelines) rue Claude Monet n°1, époux de Madame BALLART Catherine Jocelyne,

Marié en premières nocces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de VERNEUIL-sur-SEINE le 4 Juillet 1981; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :

Monsieur LECOQ Jackie

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous co-copropriétaires, soit de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou plusieurs lots, et à cet effet établir tout état descriptif de division et règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables ;

LES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS ci-après désignés dépendant d'une PROPRIÉTÉ à usage d'habitation située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 élevée sur caves divisées neuf compartiments,

d'un rez-de-chaussée comprenant à droite du couloir un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à gauche du couloir un appartement divisé en cuisine, deux pièces, water-closets, salle d'eau,

d'un premier étage comprenant palier, à gauche un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à droite un appartement de même désignation,

d'un deuxième étage comprenant deux appartements de même distribution que le premier étage,

d'un troisième étage comprenant, à gauche du palier un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, en face du palier une pièce, à droite un appartement divisé en cuisine et trois pièces,

Grenier au-dessus,

Jardin derrière et au fond de la propriété une remise.

L 17.



Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes, fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et

LM.

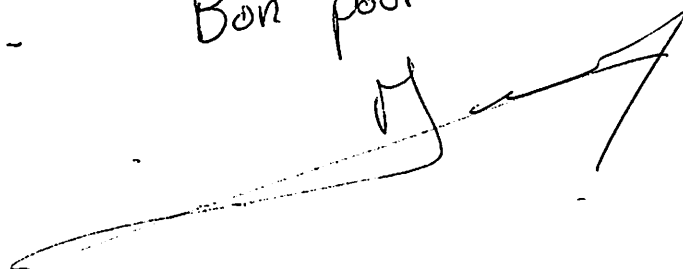
11

consentir la radition de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Vernueil / Seine
Le 15 Septembre 1930.

Bon pour Pouvoir

A large, stylized handwritten signature in dark ink, appearing to be a cursive 'M' or 'J' followed by a long horizontal stroke and a diagonal flourish.A small, handwritten mark or signature at the bottom right of the page, consisting of a single vertical stroke with a small hook at the top.

002904

le... 25. Septembre
mille neuf cent quatre vingt dix
[Signature]
Page 1

16.

LE SOUSSIGNE :

Monsieur LECOQ Alain Claude Jean-Pierre, né à ARGENTEUIL le 2 Octobre 1957, Electronicien, demeurant à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, célibataire majeur,

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :

Monsieur LECOQ Jackie

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous co-copropriétaires, soit de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou plusieurs lots, et à cet effet établir tout état descriptif de division et règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables ;

LES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS ci-après désignés dépendant d'une PROPRIETE à usage d'habitation située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 élevée sur caves divisées neuf compartiments,

d'un rez-de-chaussée comprenant à droite du couloir un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à gauche du couloir un appartement divisé en cuisine, deux pièces, water-closets, salle d'eau,

d'un premier étage comprenant palier, à gauche un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à droite un appartement de même désignation,

d'un deuxième étage comprenant deux appartements de même distribution que le premier étage,

d'un troisième étage comprenant, à gauche du palier un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, en face du palier une pièce, à droite un appartement divisé en cuisine et trois pièces,

Grenier au-dessus,

Jardin derrière et au fond de la propriété une remise.

Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes, fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit

L.A

[Signature]

aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

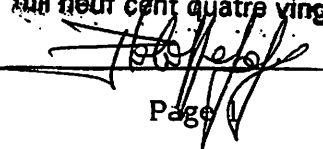
Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à ARGENTEUIL

Le 14 Septembre 1990

Don par pouvoir
Jean

1

Soussigné
le... 25. Septembre...
mille neuf cent quatre vingt dix

Page 1

LE SOUSSIGNE :

Monsieur LECOQ Luc Roger Pierre, né à ARGENTEUIL le 8 Janvier 1962, Informaticien, demeurant à CACHAN (Val d'Oise) rue Lavoisier n°21, époux de Madame REQUIER Agnès Germaine Louise,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de CACHAN le 19 Septembre 1987; Lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :

Monsieur LECOQ Jackie

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous co-copropriétaires, soit de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou plusieurs lots, et à cet effet établir tout état descriptif de division et règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables ;

LES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS ci-après désignés dépendant d'une PROPRIETE à usage d'habitation située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5 élevée sur caves divisées neuf compartiments,

d'un rez-de-chaussée comprenant à droite du couloir un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à gauche du couloir un appartement divisé en cuisine, deux pièces, water-closets, salle d'eau,

d'un premier étage comprenant palier, à gauche un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à droite un appartement de même désignation,

d'un deuxième étage comprenant deux appartements de même distribution que le premier étage,

d'un troisième étage comprenant, à gauche du palier un appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, en face du palier une pièce, à droite un appartement divisé en cuisine et trois pièces,

Grenier au-dessus,

Jardin derrière et au fond de la propriété une remise.

Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section

L. L.



BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes, fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et


L.L

autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à ARGENTEUIL
Le 13 Septembre 1990.

Bon pour pouvoir



-34-

002904

... d'un acte reçu par
le Notaire soussigné

le... 25 Septembre
mil neuf cent quatre vingt dix
[Signature]

Page 1

16/04

LA SOUSSIGNEE :
Mademoiselle LECOQ Laure Elisabeth Germaine, née à
ARGENTEUIL le 27 Octobre 1965, employée, demeurant à ARGENTEUIL rue
Joseph Bara n°5, célibataire majeure,

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque
contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation
contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à
la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :
MA LECOQ JACKY

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous
co-copropriétaires, soit de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou
plusieurs lots, et à cet effet établir tout état descriptif de division et
règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions
que le mandataire jugera convenables ;

LES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS ci-après désignés
dépendant d'une PROPRIÉTÉ à usage d'habitation située à ARGENTEUIL rue
Joseph Bara n°5 élevée sur caves divisées neuf compartiments,

d'un rez-de-chaussée comprenant à droite du couloir un
appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à gauche
du couloir un appartement divisé en cuisine, deux pièces, water-closets, salle
d'eau,

d'un premier étage comprenant palier, à gauche un appartement
divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, placard, à droite un
appartement de même désignation,

d'un deuxième étage comprenant deux appartements de même
distribution que le premier étage,

d'un troisième étage comprenant, à gauche du palier un
appartement divisé en cuisine, trois pièces, water-closets, en face du palier
une pièce, à droite un appartement divisé en cuisine et trois pièces,

Grenier au-dessus,

Jardin derrière et au fond de la propriété une remise.

Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section
BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit
immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes,
fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de
paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit
aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et

LL

accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à Argenteuil
Le 14/09/90

Vu pour légalisation de la signature
de M. LECOG laure



Argenteuil le 14-9-1990

Le Maire
L'Adjoint délégué

Mme TORDJMAN

Bon pour pouvoir

-36-

002904

Arrêté de la Préfecture
d'Oran le 15/10/1944

25 septembre
1944
Page 1

16/CH

LE SOUSSIGNE :

Monsieur CHAUFFETEAU Roger Maurice, né à ARGENTEUIL (Val d'Oise) le 21 Octobre 1921, chauffeur, demeurant à SAINT-FLORENTIN (Indre) "Les Souches" époux de Madame BAYONNAS Jeanne née à BENI-SAF (ORAN - ALGERIE) le 5 Février 1924,

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie D'ARGENTEUIL le 7 Décembre 1946; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :

MR LECOQ Jackie

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous co-copropriétaires, de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou plusieurs lots et à cet effet établir tout état descriptif de division et règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables :

UNE MAISON DE RAPPORT située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, élevée sur cave,

d'un rez-de-chaussée divisé par un couloir et comprenant :

-à droite : une boutique, chambre, salle à manger, cuisine, cabinet de toilette,

-à gauche : un logement comprenant une cuisine, salle à manger, deux chambres,

d'un premier étage divisé en : deux logements comprenant chacun une cuisine, salle à manger, deux chambres, cabinet de toilette,

d'un deuxième étage ayant la même distribution,

d'un troisième étage divisé en : une chambre et deux loge-

G.R

ments comprenant chacun une cuisine, salle à manger, deux chambres,
Grenier perdu au-dessus,
Couverture en tuiles,
Jardin derrière la maison.

Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Consentir la vente aux prix de

Trois cent quatre vingt mille francs(380.000,00) pour les lots 5 et 12 - trois cent quatre vingt mille francs pour le lot n°6 et la cave qui y est attachée - Trois cent quatre vingt mille francs pour les lots 7 et 8 - trois cent dix mille francs pour les lots 2 et 11.

Etant convenu qu'il y aura lieu de déduire du total de ces sommes celle de CENT QUARANTE MILLE francs, montant de la commission due à l'agence SOGIM - à Argenteuil.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes, fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Qu'il dépend des contributions directes de ISSOUDUN- Secteur ISSOUDUN TOUR BLANCHE- Avenue de la Caserne- 36100 - ISSOUDUN

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par

C. R.

anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à VATAN(Indre)

Le six aout mil neuf cent quatre vingt dix.

Bon pour pouvoir

Chauffeteau

Je soussigné Jean CORNEC, notaire à VATAN(Indre)

CERTIFIE ET ATTESTE que la mention manuscrite et la signature ci-dessus ont bien été apposées en ma présence et que cette signature est bien celle habituelle de Monsieur Roger CHAUFFETEAU, demeurant aux Souches, commune de Saint-Florentin(Indre).

VATAN le 6 AOUT 1990



- 39 -

002904

Annexé à la minute
et en vertu de la loi
le 10 Mars 1957

le 25 Septembre...
mille neuf cent quatre vingt dix

Page 1

[Signature]

16/CH

LES SOUSSIGNES :

Monsieur LECOQ Claude André Henri, né à ANTONY (Hauts-de-Seine) le 18 Octobre 1932, artisan-maçon, demeurant à LA ROCHE SUR YON (Vendée) "La Réveillère" époux de Madame BOUTHOLEAU Marcella Jeannine Marie, née à BOURG-sous-la-ROCHE (Vendée) le 19 Mai 1927, son épouse

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie D'ARGENTEUIL le 9 Mars 1957; Lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :

Monsieur LECOQ Jackie

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous co-copropriétaires, de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou plusieurs lots et à cet effet établir tout état descriptif de division et règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables :

UNE MAISON DE RAPPORT située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, élevée sur cave,

d'un rez-de-chaussée divisé par un couloir et comprenant :

-à droite : une boutique, chambre, salle à manger, cuisine, cabinet de toilette,

-à gauche : un logement comprenant une cuisine, salle à manger, deux chambres,

d'un premier étage divisé en : deux logements comprenant chacun une cuisine, salle à manger, deux chambres, cabinet de toilette,

d'un deuxième étage ayant la même distribution,

d'un troisième étage divisé en : une chambre et deux loge-

LC MB

11

ments comprenant chacun une cuisine, salle à manger, deux chambres,
Grenier perdu au-dessus,
Couverture en tuiles,
Jardin derrière la maison.

Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes, fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Qu'il dépend des contributions directes de *la Roche sur Jan*
Cité Administrative Travot.

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par

B

11

anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à La Roche sur Jon 42, Bd. Briand
Le vingt trois juin mil neuf cent quatre vingt

deux.

Bon pour pouvoir
Lecor Boutholeau

Bon pour pouvoir



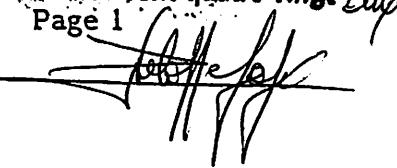
Le soussigné Maître Henri
PELLETIER notaire associé à
La Roche sur Jon (Vendée)
certifie les signatures apposées
ci contre de Monsieur Claude
LECOR et de Madame Marcelle
BOUTHOLEAU. A La Roche sur Jon
le 23.06.1930

[Signature]

Payé en totalité
LC
MB

002904

Annexe à la Procédure
d'un acte reçu par
le Notaire associé

Le... 25 Septembre
1956 cent quatre vingt dix
Page 1


16/CH

LES SOUSSIGNES :

Monsieur LECOQ Jean Pierre Roger, né à ARGENTEUIL le 13 Juin 1936, artisan-maçon, demeurant à BOURG-sous-la-ROCHE (Vendée) rue du Général Guérin n°63, époux de Madame BOURON Renée Marie Ernestine, née à BOURG-sous-la-ROCHE le 22 Février 1935, son épouse

Marié en premières noces sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de BOURG-sous-la-ROCHE le 28 Juillet 1956; lequel régime matrimonial n'a subi depuis lors aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

LE CONSTITUANT

Cette dénomination définit l'entité juridique de chaque contractant, sans égard au nombre, et emporte, sauf stipulation contraire, solidarité en cas de pluralité de personnes répondant à la même dénomination.

LEQUEL a, par ces présentes, constitué pour son mandataire :

MR LECOQ Jackue

Auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom :

VENDRE conjointement et solidairement entre eux et avec tous co-copropriétaires, de gré à gré, en totalité ou en partie, en un seul ou plusieurs lots et à cet effet établir tout état descriptif de division et règlement de copropriété, aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables :

UNE MAISON DE RAPPORT située à ARGENTEUIL rue Joseph Bara n°5, élevée sur cave,

d'un rez-de-chaussée divisé par un couloir et comprenant :

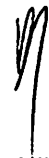
-à droite : une boutique, chambre, salle à manger, cuisine, cabinet de toilette,

-à gauche : un logement comprenant une cuisine, salle à manger, deux chambres,

d'un premier étage divisé en : deux logements comprenant chacun une cuisine, salle à manger, deux chambres, cabinet de toilette,

d'un deuxième étage ayant la même distribution,

d'un troisième étage divisé en : une chambre et deux loge-



ments comprenant chacun une cuisine, salle à manger, deux chambres,
Grenier perdu au-dessus,
Couverture en tuiles,
Jardin derrière la maison.

Le tout figurant au cadastre rénové de ladite commune, section BC n°163 lieudit "5, rue Joseph Bara" pour deux ares quarante cinq centiares.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble ; faire dresser tous cahiers de charges, stipuler toutes servitudes, fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant, soit aux termes convenus ou par anticipation, ainsi que tous intérêts et accessoires.

Obliger le constituant solidairement avec tous co-propriétaires à toutes garanties et au rapport de toutes justifications, mainlevées et certificats de radiation.

Faire toutes déclarations d'état civil et autres déclarations notamment comme le Constituant le fait ici sans en justifier et sans que ces déclarations puissent dispenser les tiers d'exiger les justifications nécessaires:

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ses biens par suite de faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle, existence de droit de préemption ou toute autre raison,

Qu'il n'est pas en instance de divorce, de séparation de corps ou de biens,

Qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

Qu'il dépend des contributions directes de la *Rue sur Jon*
Cité Administrative Travail

Que ses nom et prénoms n'ont subi aucun changement depuis sa naissance.

Que les biens vendus sont libres de tout privilège immobilier spécial et de toute hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale.

Et qu'il a été mis au courant des conséquences pouvant résulter à son égard de la vente notamment au plan de l'impôt sur la plus-value.

Recevoir le prix soit comptant, soit aux termes convenus ou par

LIP
BR

11

anticipation ainsi que tous intérêts et accessoires, reconnaître tous paiements antérieurs, faire s'il y a lieu toutes imputations sur le prix de loyers d'avance ou dépôts de garantie.

Consentir toutes délégations aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties, transporter avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente, toucher le prix de transport.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix de vente.

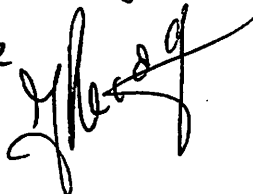
A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et la mise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittances, consentir mentions et subrogations totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toutes limitations de privilège et toutes antériorités, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions et de toutes saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger le Constituant à leur remise.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à La Roche-sur-Yon, 72 Bd. Brand
Le vingt trois juin mil neuf cent quatre vingt

du.

Bon pour pouvoir 

Bon pour pouvoir

Bouzon

Le soussigné Maître Henri PELLETIER
notaire associé à La Roche-sur-Yon
(Vendée) certifie les signatures
apposées ci-contre de Monsieur
Jean Pierre LECOQ et de Madame
Renée BOUZON. A La Roche
sur Yon le 23.06.1990



